



Abaya à l'école : le SNJ-CGT refuse l'instrumentalisation des médias

Envoyé l'avant-veille de la rentrée par le cabinet du ministre de l'Education nationale à certaines rédactions, le texto a été dévoilé par une journaliste de *Libération*. Celui-ci leur faisait cette proposition : « Bonjour, si vous avez prévu de faire un reportage dans un établissement lundi, sachez que nous avons ouvert les portes de huit établissements partout en France qui sont confrontés au problème de l'abaya. Dites-moi si vous êtes intéressée. »

Nous avons eu confirmation que des listes ont été envoyées à certains médias, avec parfois des échanges pour déterminer si tel établissement était susceptible d'être davantage ou moins concerné que tel autre. Gabriel Attal a par ailleurs évoqué, sur RTL le 4 septembre, « 513 établissements [sur plus de 60 000 établissements scolaires en France, NDLR] que nous avons identifiés comme potentiellement concernés par cette question-là à la rentrée scolaire ».

De leur côté, les élèves de collèges et lycées ont reçu le jour de la rentrée un courrier du ministre de l'Education nationale, à destination de leurs parents, précisant que « les abayas et les qamis ne peuvent être portés en milieu scolaire », au nom de « la laïcité [qui] ne s'oppose à aucune religion ».

Le SNJ-CGT refuse l'instrumentalisation des médias pour servir une opération de communication gouvernementale aux objectifs de discrimination et de stigmatisation évidents, qui sert les idées d'extrême droite, portant une fois de plus, avant tout, sur le corps des femmes.

Le SNJ-CGT appelle ses consœurs et confrères journalistes à en faire autant. La rentrée scolaire offre suffisamment de vrais sujets d'enquêtes, du manque de remplaçantes et remplaçants aux inégalités scolaires, en passant par les salaires des professeurs.

Après l'appel du président de la République à France Médias Monde à ne pas « s'interdi(re) totalement de faire quelque travail d'influence » ([lire ici](#)), les États généraux de l'information s'annoncent décidément bien mal.

Montreuil, le 6 septembre 2023.